

Faire reculer ce gouvernement des riches !

L'émission *Cash Investigation* sur France 2 consacrée aux conditions de travail dans les supermarchés et entrepôts Lidl ainsi que dans les centres d'appel de Free a donné l'occasion à des employés de dénoncer les cadences infernales, l'absence de pauses, les pressions de l'encadrement, les licenciements abusifs.

Beaucoup de travailleurs ont pu reconnaître dans ces reportages les conditions de travail qui leur étaient imposées. Dans bien des entreprises, et pas seulement les plus petites, les travailleurs doivent se défendre contre l'arbitraire patronal et l'aggravation de l'exploitation.

En démantelant le Code du travail, le gouvernement supprime les quelques limites légales qui contribuaient à freiner un peu certains patrons. Les mesures gouvernementales laisseront les mains encore plus libres aux employeurs qui n'auront même plus à craindre la sanction des Prud'hommes.

Plus grave encore, en permettant de « négocier » entreprise par entreprise des droits collectifs qui étaient jusque-là garantis à l'échelle du secteur, le gouvernement ouvre la porte à de nouvelles offensives contre les salaires, l'emploi et les conditions de travail.

Les chauffeurs routiers qui se mobilisent depuis une semaine dénoncent la possibilité offerte au patronat du secteur de supprimer leurs primes et d'imposer ainsi une baisse de salaire pouvant atteindre 1 200 euros. Ce que redoutent les routiers, tous les autres salariés ont des raisons de le craindre.

Après avoir démantelé le Code du travail, le gouvernement s'apprête à recommencer la farce du « dialogue social » pour imposer de nouvelles régressions sociales. Macron a déjà annoncé qu'il recevrait à l'Élysée les dirigeants des centrales syndicales le 12 octobre pour aborder les « prochaines réformes sociales », notamment celle de l'Assurance-chômage.

Le Premier ministre Édouard Philippe le déclare ouvertement : il veut favoriser le capital et les plus riches. Le budget qu'il s'apprête à faire voter réduit de plusieurs milliards l'impôt sur les bénéfices des entreprises et sur la fortune. L'ISF serait remplacé par un impôt auquel échapperaient les actions et les produits financiers, mais aussi les jets, les yachts, les chevaux

de course et les lingots d'or. « *C'est un budget du pouvoir d'achat* », prétend le gouvernement. Le pouvoir d'achat des riches, faut-il ajouter !

Pour financer ces cadeaux, le gouvernement prévoit 15 milliards d'euros d'économies en rognant sur toutes les dépenses de l'État, en particulier celles qu'il consacrait aux besoins les plus essentiels des classes populaires. La liste de ces mesures qui réduisent le pouvoir d'achat des travailleurs et de leurs familles s'est allongée semaine après semaine : augmentation de la CSG, suppression de dizaines de milliers de contrats aidés, baisse des APL, augmentation du forfait hospitalier...

Macron et Philippe ne cessent de répéter : « Nous avons été élus sur ce programme ». C'est déjà un mensonge : seuls 18 % des inscrits ont voté pour Macron et son programme au premier tour de l'élection présidentielle.

Mais de toute façon, il n'y a pas à se laisser prendre à ce piège : en mai 68, les dix millions de travailleurs qui se sont mis en grève ne se sont pas préoccupés de la façon dont De Gaulle avait été élu !

Les travailleurs sont attaqués, ils doivent se défendre ! Pour se faire craindre du patronat et inverser le rapport de force, il faut se préparer à un mouvement d'ensemble, à une lutte généralisée qui entraîne tout le monde du travail.

Dans le transport routier, plusieurs organisations syndicales appellent à poursuivre les actions. Une journée de grève est appelée le 10 octobre dans la fonction publique. Toutes ces manifestations doivent être un succès.

Mais il est aussi indispensable d'aller rapidement vers une nouvelle journée d'action nationale. Il faut permettre à toutes les mobilisations de s'inscrire dans le combat commun contre le gouvernement et le patronat.

Les travailleurs sont à la base de tout. C'est nous qui faisons fonctionner toute la société, sans nous aucun bien matériel ne serait produit, aucun service public ne fonctionnerait.

Cela nous donne la force de faire ravalier tous ses plans à ce gouvernement des riches.

Ça coince...

De plus en plus, la maintenance des machines est en-dessous du minimum.

Le préventif n'existe presque plus, et à chaque panne, la Maintenance, dont les effectifs se réduisent, doit redémarrer les installations au plus vite et au plus économique. Il faudrait dépanner avec un bout de scotch ou un élastique. Mais à ce tarif, les machines à peine redémarrées retombent en panne.

Ils nous parlent « d'agilité frugale », mais on n'est pas des lapins. Qu'on ne nous demande pas de faire des cabrioles toute la journée en n'ayant que des queues de radis.

Double peine

Au Montage DV 3, suite à la maintenance réduite au minimum, beaucoup d'installations sont mises en « passe-travers », ce qui entraîne des opérations de contrôle ajoutées aux postes déjà trop chargés.

Ces « mesures conservatoires », c'est du travail en plus, qui vient encore s'ajouter à la fatigue des journées rallongées de 50 minutes et aux samedis supplémentaires.

Il va falloir dire stop !

Rien ne sert de courir...

Au DV2, depuis les travaux de compactage de cet été, les quotas de production journalière ne sont pratiquement jamais atteints.

Les pannes se succèdent, les pressions pour aller toujours plus vite entraînent des erreurs. Il faudrait rattraper tout ça en restant après nos 7 heures de travail, en venant les samedis matin ou même après-midi !

C'est pourtant connu, ce n'est pas en se précipitant qu'on avance le mieux...

Les moteurs, on va les stocker par terre ?

A l'EB, après quinze jours de Numéro Vert et de H-, annoncées la veille pour le lendemain, des H+ sont prévues pour les samedis d'octobre.

On nous dit qu'une étude est en cours pour savoir combien ça coûterait d'avoir quelques palettes moteurs supplémentaires.

Dès qu'il s'agit de dépenser quelques sous, ne serait-ce que pour avoir les moyens pour travailler, la direction se hâte de freiner.

Ça ne l'empêche pas de dire et redire que la priorité c'est de fournir les usines terminales et de satisfaire le client.

Tous ensemble, on est plus forts.

La direction a annoncé l'externalisation d'une partie du CGO, l'affûtage et le réglage des outils d'usinage des bielles EB et DV.

Quatre emplois PSA vont passer à la sous-traitance, avec évidemment des salaires plus bas. Les ouvriers du CGO ont conscience que PSA ne va pas en rester là, et que c'est tout le service qui est visé.

La meilleure défense face aux patrons, c'est la solidarité entre ouvriers.

Déshabiller Pierre pour habiller Paul ?

Pendant des mois, il y a eu des mutations de Metz-Borny vers Tremery.

Maintenant, la direction voudrait imposer le contraire.

Partout on est en sous-effectif. Partout il faut des embauches, ne serait-ce que pour remplacer les départs. Et bien plus que les 20 que la direction, sans crainte du ridicule, se vante de faire pour tout le Pôle Metz-Tremery...

Surcroît permanent d'activité

La direction se vante de l'embauche de 20 CDI... après la suppression de centaines d'emplois fixes.

Ceci dit les intérimaires sont de plus en plus nombreux et l'usine ne tournerait pas sans eux. Pourtant, sur la plupart des contrats d'intérim figure « surcroît temporaire d'activité ».

Mon œil ! Les intérimaires sont indispensables à la production. Il faut embaucher tous ceux qui le souhaitent en CDI PSA.

A quand une paye d'actionnaires ?

La direction fait une pub d'enfer pour « Accelrate 2017 ». On nous invite à investir dans les actions PSA. Ils croient que nous ne savons pas quoi faire de notre paye, la bonne blague !

On a déjà du mal à boucler nos fins de mois ! Ce qu'il faut « accelerate » ce sont les salaires !

CO2 ou pas... le cash !

« Si on veut que la mobilité propre dure, il faut qu'elle puisse permettre aux entreprises de générer des profits » explique dans le journal Aujourd'hui, le PDG de PSA, Tavares.

Propre ou pas propre, le seul souci des constructeurs, c'est de faire du cash.

Et des profits ils en font à la pelle.